



# Liminaire CGT au CSE Réseau France 3 du 9 décembre



## Aucun compromis face à l'extrême droite

L'ouverture de cette mandature se tient dans un contexte inédit et particulièrement grave :

- L'Audiovisuel Public est devenu la cible prioritaire de l'extrême droite qui vise à sa privatisation, voire à sa disparition.
- Notre entreprise fait face à un étranglement budgétaire majeur qui menace purement et simplement son avenir économique
- La direction de France Télévisions a engagé une dénonciation de l'accord collectif d'entreprise que nous contestons en justice
- Malgré la perspective annoncée de 150 millions d'euros d'économies en 2026 – du jamais vu ! – la présidente de France Télévisions a annoncé vouloir retrouver l'équilibre en 2026, au prix de réformes structurelles qui se feront au détriment de l'activité et des salariés, en particulier dans le réseau régional.

Face à de tels enjeux, La CGT est déterminée à jouer son rôle dans cette instance qui a plus que jamais besoin de clarté vis-à-vis des ennemis de l'Audiovisuel Public en général, et plus précisément face au risque de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

Les propositions qui seront faites ce jour sont les conséquences de cette situation grave.

Dans ce contexte, nous estimons que les prises de position du syndicat FO sont ambiguës vis-à-vis des idées d'extrême droite, il suffit notamment de lire les déclarations de l'un de ses représentants dans le JDD, le JD News ou Valeurs actuelles. La CGT a demandé aux dirigeants de Force Ouvrière de clarifier la position de leur syndicat, mais ils ont refusé au prétexte que leur organisation serait apolitique.

Peut-on réellement être neutre face à ceux qui veulent la mort de l'audiovisuel public, d'une information indépendante et pluraliste, ceux qui prônent le racisme et la préférence nationale ?

Dans ces conditions, les syndicats CGT, CFDT, SNJ et SUD ont donc décidé en conscience de ne pas partager avec Force Ouvrière les responsabilités au sein du CSE du Réseau France 3. Nous ne pouvons pas accepter la moindre ambiguïté sur ces sujets-là.

Il s'agit d'une décision politique forte qui entend répondre à l'urgence de la situation et au danger de l'accession de l'extrême droite au pouvoir en 2027, voire avant.

Les élus FO au CSE du Réseau France 3 ont protesté car ils se défendent individuellement de ne pas être d'extrême droite. Nous leur en faisons le crédit, à eux de remonter cette problématique dans les instances centrales de leur syndicat, afin de clarifier sa position.

La position politique adoptée par les organisations CGT, CFDT, SNJ et SUD vaut pour toute l'entreprise et évidemment cela a des conséquences, en miroir, au CSE du Siège, malgré les propositions d'alliance de FO qui s'est finalement tourné vers la CGC.

Malgré cette position politique, les syndicats majoritaires du CSE du Réseau France 3 respecteront le vote local des électeurs et ils désigneront, en vertu de règles de calcul fondées sur l'audience syndicale locale, des RP FO.

La CGT tient à rappeler un des principes moteurs de notre action syndicale :

La « double besogne » : la défense des revendications immédiates et quotidiennes des travailleur·ses, alliée à un objectif plus large de transformation d'ensemble de la société.

C'est pourquoi, si notre syndicat n'affiche pas de positions politiques, le contexte politique s'impose :

L'extrême droite ne respecte pas les principes républicains fondamentaux de la nation, liberté-égalité-fraternité. La transformation qu'ils prônent va à l'encontre de nos idéaux.

Nous l'affirmons solennellement, la lutte contre les idées d'extrême droite ne peut souffrir de compromis.

Paris, le 9 décembre 2025